01 mars 1999

Réhabiliter la politique

Introduction

1. La Commission sociale des évêques de France désire porter sur la politique un regard renouvelé et susciter, dans ce domaine, d'autres comportements[1]. Elle veut aider à y discerner de nouvelles urgences. En effet, l'arrivée de l'euro et la construction de l'Europe, le déferlement de la mondialisation économique, financière et médiatique, l'ampleur des innovations technologiques et des bouleversements qu'elles entraînent, interpellent la conscience universelle, les responsables politiques et chaque citoyen.

2. Solidaires du genre humain, les chrétiens et les chrétiennes ne peuvent se détourner des réalités de ce monde engagé dans une mutation rapide et sans précédent en tous domaines. Ils participent, avec tous, à la construction continue de l'avenir de leur cité, de leur région, de leur nation, de l'Europe, de la communauté des nations et de l'humanité entière. En France, nous vivons dans une société laïque[2]. Cette situation n'implique nullement que la dimension religieuse et la dimension éthique soient écartées de l'espace public. Les catholiques participent comme tous les citoyens aux débats politiques. Il est légitime qu'ils prennent la parole pour défendre leurs propres convictions chrétiennes dans le respect de celles des autres.

3. La politique est une œuvre collective, permanente, une grande aventure humaine. Elle a des dimensions sans cesse nouvelles et élargies. Elle concerne à la fois la vie quotidienne et le destin de l’humanité, à tous les niveaux. L’image qu’elle a dans notre société a besoin d’être revalorisée. Elle est une activité noble et difficile. Les hommes et les femmes qui s’y engagent, ainsi que tous ceux et celles qui veulent contribuer au « vivre ensemble », méritent notre encouragement.

Chapitre I. Un regard lucide sur la réalité politique

I. La politique dévaluée

4. Le sens du politique tend à s’émousser et à se dégrader ; relevons quelques

symptômes de ce mal.

Une impression d'impuissance

L'opinion publique a le sentiment que les gouvernants successifs sont impuissants à dessiner un avenir : on multiplie les mesures et les aides publiques, mais le chômage ne recule guère et les pauvretés s'aggravent[3]. La criminalité et la délinquance s'accroissent dans les quartiers sensibles de nombreuses cités. Elles engendrent de nouvelles peurs. Les inégalités sociales se durcissent en éclatements territoriaux. Le lien social et la cohésion sociale sont ainsi mis en danger. En outre, des hommes et des femmes engagés en politique se montrent souvent incapables d'opérer des réformes profondes et nécessaires, d'anticiper sur le futur. Leurs décisions sont prises pour le court terme, trop souvent dans une perspective électoraliste.
Pour leur part, nombre de personnes se plaignent de la surabondance de lois et de règles. Mais dès que survient un incident ou un imprévu, ils réclament que l'on légifère et cherchent à désigner des coupables. Probablement attendent-ils trop de l'action politique et n'en perçoivent-ils pas suffisamment les limites. La gestion des affaires de la cité est une tâche de plus en plus malaisée du fait de la complexité croissante des problèmes, de leur interdépendance et de la rapidité des changements techniques rendant plus difficiles le recul et la réflexion nécessaires.

Un éloignement des centres de décision

5. Les centres de décision paraissent s'éloigner et se perdre dans l'anonymat, les marges d'initiative se réduire. Les responsables politiques et socioprofessionnels sont affrontés à la complexité des problèmes, à l'urgence de l'instant, à la logique impitoyable des marchés. Ils sont souvent tentés de s'en remettre aux experts, de céder à la pression des lobbies ou de la rue.
Une classe dirigeante qui serait coupée des préoccupations quotidiennes de la population, ne pourrait pas tenir ses promesses. Le fossé s'élargit entre l'offre des institutions et la demande des citoyens. Nombre de ces derniers renoncent à comprendre ce qui se vit, à prendre part à la destinée collective. De là, une forte diminution de la militance, une participation électorale irrégulière, un absentéisme croissant, une diminution des inscrits sur les listes électorales, surtout parmi les jeunes générations

Les « affaires »…

6. De nombreuses « affaires » touchant personnalités et partis ont provoqué accusations, soupçons, amalgames et généralisations. Elles ont rejailli sur le monde politique en son en- semble, même si elles ne concernent que quelques-uns et que probablement elles étaient aussi fréquentes dans le passé. Toutes ces dérives sapent la confiance des citoyens.
La politique se réduirait-elle à n'être que la gestion de dossiers complexes, la

solution de conflits d'intérêts, la régulation d'égoïsmes corporatistes ou locaux, la soumission à la logique d'appareil au sein des partis ? Un tel affadissement ouvre le champ à la renaissance d'idéologies extrémistes qui jouent sur les peurs et développent des thèmes démagogiques poussant aux exclusions et à la haine.

II. La finalité de la politique

7. Devant ce questionnement, nous affirmons que la politique est essentielle : une société qui la mésestime se met en péril. Il est urgent de la réhabiliter et de repenser en tous domaines (éducation, famille, économie, écologie, culture, santé, protection sociale, justice…) un rapport actif entre la politique et la vie quotidienne des citoyens.

Réaliser le vivre ensemble

8. La politique a en effet comme ambition de réaliser le « vivre ensemble » de personnes et de groupes qui, sans elle, resteraient étrangers les uns aux autres. « Ceux qui soupçonnent la politique d'infamie s'en font souvent une idée courte… L'action politique a un fantastique enjeu : tendre vers une société dans laquelle chaque être humain reconnaîtrait en n'importe quel autre être humain son frère et le traiterait comme tel »[4].

Poursuivre le bien commun

9. L'organisation politique existe par et pour le bien commun, lequel est plus que la somme des intérêts particuliers, individuels ou collectifs, souvent contradictoires entre eux. Il « comprend l'ensemble des conditions de vie sociale qui permettent aux hommes, aux familles et aux groupements de s'accomplir plus complètement et plus facilement » (*Gaudium et spes*, GS 74). Aussi doit-il être l'objet d'une recherche inlassable de ce qui sert au plus grand nombre, de ce qui permet d'améliorer la condition des plus démunis et des plus faibles. Il se doit de prendre en compte non seulement l'intérêt des générations actuelles, mais également, dans la perspective d'un développement durable, celui des générations futures.

Maîtriser la violence

10. La violence est au cœur de la condition humaine. L'un des buts de la politique est de la maîtriser partout où elle est présente : délinquances, criminalité, prises d'otages, terrorisme, injustices flagrantes, conflits d'intérêts, guerres renaissantes, menaces pour la paix intérieure ou extérieure… Afin de sortir de l'animalité de la violence brute, elle réserve à l'État le monopole de la contrainte physique légitime et contrôlée. Elle cherche à substituer à cette violence le droit et la parole. Elle met en place des institutions et des procédures de médiation qui préservent l'homme lui-même de ses propres dérives, en parti- culier en cherchant un juste

équilibre entre pouvoir judiciaire et pouvoir politique, pour assurer la liberté de chaque citoyen.
Ainsi pourront vivre ensemble et se reconnaître comme êtres égaux et différents, dans la sécurité assurée, des citoyens et des citoyennes que distinguent, et souvent opposent, le sexe, l'âge, la classe sociale, l'origine, la culture, les croyances…
La politique est en quelque sorte « l'englobant majeur » des différents secteurs de la vie en société : économie, vie familiale, culture, environnement. Elle est en tout, mais n'est pas tout. On tomberait vite dans un totalitarisme si l'État prétendait assumer la charge directe de l'ensemble des activités quotidiennes.

Valoriser la tâche politique

11. La noblesse de l'engagement politique est indéniable. Les abus qui existent ne doivent pas être l'arbre qui cache la forêt de tous ceux qui, animés par le souci de la justice et de la solidarité, se dépensent pour le bien commun et conçoivent leur activité comme un service et non comme un moyen de satisfaire leur ambition personnelle. Dénoncer la corruption, ce n'est pas condamner la politique dans son ensemble, ni justifier le scepticisme et l'absentéisme à l'égard de l'action politique.

III. La lumière de la foi chrétienne

12. La foi chrétienne est l'une des composantes majeures de l'histoire et de la culture européennes. Pour participer à la grande et belle tâche du « vivre ensemble », notre foi chrétienne ne nous donne ni instruments originaux d'analyse et de stratégie, ni modèles institutionnels à appliquer : mais elle nous incite à contribuer à la recherche commune, avec tous les hommes de bonne volonté. Elle nous offre certains repères éthiques et spirituels que nous pouvons partager avec nombre de nos contemporains qui n'ont pas notre foi.

La foi chrétienne donne… un sens

13. Notre foi chrétienne nous propose un sens, capable d'orienter toute l'existence personnelle et collective. L'homme, créé libre et responsable à l'image de Dieu, est appelé à continuer l'œuvre du Créateur dont l'horizon ultime est le rassemblement de toute l'humanité dans le Corps du Christ ressuscité. En lui, nous serons tous un, nous serons une communauté où chacun sera pleinement reconnu comme enfant de Dieu. En travaillant à réaliser le « vivre ensemble » de tous, à rendre la terre habitable pour tous, nous anticipons dès maintenant au cœur du monde – « sur la terre comme au ciel » – cette communion des personnes, tâche à poursuivre sans cesse malgré sa réalisation toujours imparfaite.

… des repères

14. Notre foi chrétienne nous donne également des repères qui éclairent notre

réflexion et inspirent notre action.

§ 1 - Le primat de la dignité de la personne humaine. Toute institution, toute société est au service de la promotion de l'homme, appelé à prendre la parole et à participer. « Le sabbat est pour l'homme et non l'homme pour le sabbat » (Mc 2,27).

§ 2 - L'attention toute particulière donnée au pauvre, au faible, à l'opprimé, vivantes images du Christ incarné : « Ce que vous faites à l'un de ces petits qui sont mes frères, c'est à moi que vous le faites » (Mt 25, 40). C'est la grandeur de la politique de reconnaître, d'intégrer et de promouvoir les plus démunis, les exclus et d'éradiquer les conditions d'existence déshumanisantes.

§ 3 - Le pouvoir conçu comme un service, non comme une domination : « Que celui qui gouverne parmi vous se comporte comme celui qui sert » (Lc 22, 26).

§ 4 - Le respect de l'adversaire : il a, lui aussi, sa part de vérité. L'Évangile nous invite même à aller au-delà : « Aimez vos ennemis, priez pour vos persécuteurs ; ainsi vous serez fils de votre Père qui est aux cieux car il fait lever son soleil sur les méchants et sur les bons » (Mt 5, 44-45).

§ 5 - L'ouverture à l'universalisme, notamment par le dépassement de tout nationalisme et de tout racisme. « Dieu ne fait pas de différence entre les hommes ; mais quelle que soit leur race, il accueille les hommes qui l'adorent et font ce qui est juste » (Ac 10, 34-35).

§ 6 - Le partage et la destination universelle des biens. « Si quelqu'un, jouissant des richesses du monde, voit son frère dans la nécessité et lui ferme ses entrailles, comment l'amour de Dieu demeurerait-il en lui » (1 Jn 3, 17) ? Dieu n'a-t-il pas « destiné la terre et tout ce qu'elle renferme à l'usage de tous les hommes et de tous les peuples, en sorte que les biens de la création doivent équitablement affluer entre les mains de tous, selon les règles de la justice, inséparable de la charité » (*Gaudium et spes*, *GS 69*) ?

… une espérance

15. Enfin, la foi chrétienne nous enracine dans l'espérance du don de Dieu qui nous appelle à communier pleinement à sa vie pour toujours. Cette espérance, fondée sur la résurrection du Christ, donne tout leur poids à nos tâches terrestres par lesquelles nous nous efforçons d'humaniser notre monde. Elle est unecertitude fondée en Dieu que rien ne se perdra de ce que nous faisons par amour,même pas l'offrande d'un simple verre d'eau fraîche (Mt 11, 42). « Ces valeurs dedignité, de communion fraternelle et de liberté que nous aurons propagées surcette terre, nous les retrouverons plus tard, mais purifiées de toute souillure…Mystérieusement, le Royaume est déjà présent sur cette terre, il atteindra saperfection quand le Seigneur reviendra » (*Gaudium et spes*, *GS 39*).

Chapitre II. Vivre ensemble la démocratie

16. Au long des âges et dans la diversité des civilisations, les sociétés humaines ont expérimenté maints types d'organisation politique. Le « vivre ensemble », nous tentons aujourd'hui de le réaliser dans le cadre de la démocratie. Celle-ci ne comble pas pleinement l'attente des hommes mais, en son type occidental, fondée sur l'équilibre des pouvoirs et la souveraineté d'un peuple de citoyens égaux en droit, elle apparaît comme le modèle le plus humanisant, même s'il faut constamment le régénérer.

Une démocratie menacée d'anémie

17. Depuis un demi-siècle, le souffle démocratique gagne toujours plus d'États et de domaines au détriment des régimes totalitaires. La démocratie triomphe dans les esprits et n'est plus guère contestée, sinon par des idéologies passéistes ou réactionnaires qui n'acceptent pas vraiment l'égalité des hommes entre eux ni leur vocation à la liberté et à la fraternité sociale. Cependant, la démocratie engendre trop souvent le désenchantement et la morosité de ceux qui en héritent. Elle semble frappée de vieillissement et d'anémie ; elle révèle certaines de ses limites et de ses fragilités. Trop de citoyens deviennent des consommateurs réclamant toujours plus de droits garantis, acceptant toujours moins de devoirs partagés. C'est que la démocratie n'est pas une donnée de nature ni un acquis définitif, mais le résultat des combats des générations successives, que chaque génération est appelée à reprendre et à poursuivre à son compte.

18. La cause principale de la fragilité de nos démocraties réside dans cette invasion de l'individualisme extrême, du « chacun pour soi », fruit d'un libéralisme qui rejette toute contrainte et de la permissivité généralisée qui laisse chacun faire ce qui lui plaît. Vivant dans un imaginaire social où dominent la peur

de l’avenir et l’absence de projet global, des Français, prisonniers de l’instant et de l’émotion, se crispent sur leurs avantages, demandent à l’État-providence de les rassurer, de leur apporter des résultats immédiats. Une autre cause est à rechercher dans l'exacerbation des différences, dans ces réflexes identitaires ou ethniques de groupes qui, se sentant menacés ou ignorés, recourent à la violence, veulent étouffer et exclure les autres. Pour éviter ces enfermements, une politique d’ouverture et d’animation transformera ces diversités en modes d’intégration sociale et de brassage culturel.

Les exigences de la démocratie

19. La démocratie a besoin de vertu, pour les dirigeants comme pour les citoyens eux- mêmes. Elle a besoin d’une éthique qui repose sur un système de valeurs essentielles : la liberté, la justice, l’égale dignité des personnes – ce que nous appelons le respect des droits de l’homme. Une vigilance s’impose devant certains types de fonctionnement démocratique qui semblent saper progressivement ces vertus mêmes dont la démocratie a besoin : c’est particulièrement le cas lorsque l’on estime qu’une décision est valable du seul fait qu’elle est le fruit d’un vote majoritaire[5]. Il est également urgent de comprendre que les droits de chacun constituent les devoirs de tous. La notion de citoyenneté, dont il est tant question aujourd’hui, ne se réduit pas au seul contrôle, à intervalles réguliers, des responsables politiques choisis au rythme d’élections successives. Chacun est porteur d’une fécondité sociale à valoriser. Passer du stade de citoyen-consommateur à celui de citoyen-acteur est un objectif majeur. La politique est l’œuvre de tous[6]. Il est vain d’attendre de la classe politique, des chefs d’entreprises, des policiers, des magistrats et des détenteurs de pouvoir… un civisme qui ne serait pas celui de l’ensemble de la population.

Des comportements et des institutions démocratiques

20. Pas de démocratie véritable sans comportements démocratiques : apprendre à connaître et à reconnaître l’autre ; privilégier le débat plutôt que le combat ; développer le dialogue et le sens du compromis ; faire prévaloir la raison sur la passion; bannir l’usage de la violence et du mensonge. La démocratie suppose, avant les choix, la réflexion et le débat, l’information et l’analyse, des règles du jeu contrôlées. C’est le rôle indispensable des partis politiques de nourrir le débat public. C’est aussi le rôle des syndicats, des associations diverses et d’une presse libre d’y contribuer. Il est souhaitable que les Églises elles-mêmes prennent la parole dans cette agora. La démocratie de représentation a grand besoin d’être renouvelée, notamment par un plus grand accès des femmes aux fonctions publiques et par une clarification des niveaux de décision territoriale. Elle appelle à une démocratie de participation. Le champ est considérable de la participation des citoyens aux décisions qui leur sont les plus proches, en réponse à leurs besoins : l’école, le logement, la santé, les transports, l’urbanisme, l’aménagement du cadre de vie, la lutte contre la délinquance, l’insertion, la formation

permanente, les initiatives créatrices d'emploi, d'animation sociale et culturelle.

L'apprentissage de la démocratie

21. La démocratie s'apprend par la pratique tout au long de la vie. Une société d'assistance peut mener à l'irresponsabilité ainsi qu'à la dégradation, voire à la mort de la démocratie. Cette éducation permanente concerne la compréhension des grands mouvements de nos sociétés et des institutions qui s'emploient à les conduire, la formation à la conscience critique et surtout la prise de responsabilités.

§ 1 - La vie familiale est le lieu premier de la socialisation de l'enfant, de l'apprentissage des règles de la vie en société, de l'éveil de la conscience morale, de l'éducation au sens du bien et du mal.

§ 2 - De son côté, l'école joue un rôle primordial, en particulier par la reconnaissance et le respect de l'autre et des autres, l'ouverture sur un monde à construire, l'apprentissage du travail en équipe et la diffusion d'une culture de la responsabilité.

§ 3 - Le temps de la jeunesse pourrait être privilégié pour la prise de conscience de l'importance de la tâche politique ouverte à l'échelle de l'humanité. Les jeunes sont très majoritairement favorables aux droits de l'homme, soucieux des progrès de la paix et de la solidarité, mais trop peu parmi eux comprennent l'importance de la politique qui est pourtant la forme principale d'incarnation de ces valeurs. « Je vous demande, jeunes de l'An 2000, disait le Pape Jean-Paul II, le 8 mai 1995, d'être vigilants face à la culture de la haine et de la mort qui se manifeste. Rejetez les idéologies bornées et violentes, rejetez toute forme de nationalisme exacerbé et d'intolérance : c'est là que s'insinue insensiblement la tentation de la violence et de la guerre. La mission vous est confiée d'ouvrir des voies nouvelles pour la fraternité entre les peuples, pour bâtir une famille humaine unique ».

§ 4 - Une attention particulière est à porter aux multiples réseaux de la vie associative, aux initiatives de développement local et solidaire, aux instances de concertation et de programmation où hommes et femmes expriment leurs aspirations, définissent leurs priorités. À ces échelons de proximité, des acteurs prennent des responsabilités précises. Les nouveaux moyens de communications (par exemple, Internet) et d'échanges (stages, voyages) créent des liens directs entre groupes : les expériences se partagent, qui concilient l'enracinement dans un engagement précis et l'ouverture progressive à l'universel.

§ 5 - On sait l'immense influence exercée par les médias (spécialement l'audiovisuel), qui modèlent comportements et valeurs. Ils permettent d'informer rapidement et de découvrir ce qui se passe en tout point du globe. Mais simplifier les choses, jouer à la « politique spectacle », accorder le primat à l'émotion sur la raison et parfois jeter le soupçon sur les acteurs politiques sont des tentations

auxquelles il leur est parfois difficile de résister. Les médias ne pourraient-ils pas avoir un regard critique sur leurs propres pratiques, exercer une autorégulation et respecter un code de déontologie qui limiterait les risques de dérive? Il est également souhaitable que chacun apprenne à mieux se servir de ces puissants moyens de communication.

L’enseignement de l’Église sur la démocratie

22. La Bible ne pouvait traiter du régime démocratique. Il y a cependant une réelle convergence entre les valeurs de la démocratie et les sources d’inspiration de la foi chrétienne. Trois points essentiels, qui sont force de renouvellement d’une véritable démocratie, se dégagent de l’enseignement constant de l’Église.

§ 1 - Elle souligne l’importance des corps intermédiaires (partis, syndicats, associations, collectivités, Églises…) qui aident à la responsabilité de tous et sont un frein au risque d’abus du pouvoir d’en haut.

§ 2 - Depuis longtemps, elle met l’accent sur le principe de subsidiarité. Celui-ci demande, d’une part, de laisser à l’échelon d’organisation le plus proche ce qui peut y être traité. Il invite, d’autre part, à faire remonter à l’échelon immédiatement supérieur – et ainsi de proche en proche –, dans une démarche ascendante, ce que des institutions trop légères ne peuvent assumer.

§ 3 - Enfin, elle fonde la reconnaissance du pluralisme. Celui-ci n’est ni neutralité ni indifférentisme, mais il témoigne de la relativité des pensées et des programmes politiques, lesquels ne peuvent jamais prétendre incarner toute la vérité.

Chapitre III : L’Europe et la mondialisation : de nouvelles dimensions

23. La démocratie ne peut se cantonner aux problèmes locaux, régionaux, nationaux. L’Europe se construit, le monde s’unifie, appelant de nouvelles régulations à hauteur des défis à relever. Ces dimensions nouvelles, trop souvent envisagées comme une fatalité, méritent d'être considérées comme autant d'occasions de créer des projets mobilisateurs.

1. L'Europe, une aventure à poursuivre

Déjà, une belle réussite

Depuis presque cinquante ans, grâce à la ténacité d'hommes politiques, l'Europe s'est construite, par les peuples et par les institutions qu'elle a mises sur pied. Elle s'est donné comme objet de réaliser la paix, la réconciliation et la solidarité entre les pays qui s'étaient durement affrontés au cours de deux guerres mondiales. Les avancées économiques, sociales et culturelles sont considérables, mais un long chemin reste à parcourir.

24. Le Conseil de l'Europe, dont nous fêtons cette année le cinquantième anniversaire de la fondation, regroupe aujourd'hui, depuis la chute du mur de Berlin, quarante États membres et quatre États associés. On ne peut que se réjouir des objectifs atteints dans le cadre du renforcement de la démocratie pluraliste par la prééminence du droit, la promotion de la cohésion sociale et culturelle et tous les mécanismes mis en œuvre pour la protection des droits de l'homme et les droits sociaux. La mise en place récente d'une Cour européenne des droits de l'homme devenue récemment permanente, ainsi que le mécanisme de contrôle des droits garantis par la Charte sociale en sont des exemples convaincants.

25. De son côté, l'Union européenne, créée il y a presque cinquante ans par le traité de Rome, est passée de six à quinze États. Elle a pour objectif essentiel d'établir une union sans cesse plus étroite entre les peuples. Elle est parvenue à créer une monnaie unique, qui devrait être un facteur de stabilité monétaire. Elle a ouvert des négociations en vue de son élargissement à une dizaine de pays de l'Europe du Centre et de l'Est. Malgré ses lenteurs, ses lourdeurs, parfois ses désenchantements, l'Union européenne est la prise en charge par une communauté d'États de leur avenir commun dans le respect de leurs diversités. Elle est une invitation à changer d'échelle et à se libérer des visions trop étroitement nationales et trop tributaires du passé. N'y a-t-il pas nécessité pour chacun d'approfondir la connaissance de l'Europe, de ses institutions, et de participer aux élections qui engagent son avenir ? N'est-il pas du devoir des candidats et des formations politiques de mettre à la disposition de tous les informations nécessaires, de faire saisir les enjeux pour se décider en connaissance de cause ?

Définir des objectifs pour demain

26. Plus l'Union européenne s'agrandit, plus elle a besoin d'un projet commun, plus il lui faut définir ses finalités. Elle n'est pas seulement un grand marché. Elle manifeste que la politique ne peut se réduire à l'économie. Elle appelle à avoir une dimension sociale, culturelle, humaine et spirituelle. L'Union européenne incite à dépasser les frontières, à réévaluer le sens de la nation, le champ de compétence des États, la vocation des régions, à équilibrer clairement les pouvoirs. Elle provoque à rechercher un bien commun plus vaste que celui des États nationaux. Elle est une étape vers l'universalité. Pour cela, elle doit surmonter la distance entre ses institutions et les opinions publiques, faire émerger un pouvoir politique

de niveau européen, parvenir à un accord sur ses finalités et susciter la participation active de tous les citoyens, des jeunes en particulier et, de ce fait, se donner une plus grande légitimité démocratique. À elles seules les institutions ne feront pas l'Europe. Ce sont les hommes qui la construiront.

Bâtir la paix dans le monde

27. Sans abandonner l'exigence d'une force d'intervention au service de la paix dans le monde, l'Europe unie marque aussi la volonté de renoncer pour toujours à la guerre et d'établir définitivement la paix entre les nations qui ont déclenché deux conflits mondiaux au cours de ce siècle. Elle nous invite à tirer les leçons des formes de messianismes absolutisant la race, la nation ou la classe qui ont fait et font encore tant de mal. Les conflits récents ou en cours manifestent l'urgente nécessité d'une culture de la paix.

Vivre une certaine idée de l'homme

28. L'Europe unie, c'est aussi une certaine conception de la personne humaine, fruit à la fois de la philosophie antique et du message chrétien. Cela entraîne l'impérieuse obligation pour l'Union européenne et les nations qui la composent de promouvoir, de proclamer sans faiblesse et de pratiquer scrupuleusement les droits de l'homme dans leur universalité et leur indivisibilité. Se sentir responsable de ce message avec humilité et sans volonté d'hégémonie est l'une de ses tâches.

Garder l'ouverture au monde

29. L'Europe unie ne peut se replier sur elle-même. Elle est ouverte sur le monde, comme elle l'a manifesté au cours de son histoire, par son élan missionnaire, par ses liens avec tous les peuples de la planète. Un dépassement des frontières et des conflits peut être une référence pour les autres continents et un facteur d'équilibre pour un monde désorienté. Il faudra apprendre à partager avec d'autres peuples du Sud et de l'Est, à donner plus d'importance au genre de vie qu'au niveau de vie, à la qualité des relations de réciprocité qu'à l'accumulation des biens. Avec l'Europe, nous pouvons, si nous le voulons, passer d'une recherche échevelée de la croissance au souci d'un développement durable et solidaire.

2. La mondialisation, défi pour la démocratie

Une fatalité apparente...

30. C'est de plus en plus au niveau de la planète que tout se joue aujourd'hui : la monnaie, l'économie, l'environnement, la paix et la guerre, la lutte contre la drogue, la sécurité collective et même la justice. Dès 1967, le pape Paul VI, dans son encyclique *Populorum progressio*, déclarait : « La question sociale est

devenue mondiale » et « le développement est le nouveau nom de la paix » (PP 3 et PP 76). Aujourd'hui, la mondialisation fait peur. Elle apparaît moins comme une dimension nouvelle des activités humaines que comme une sorte de fatalité qui s'imposerait à tous. En effet, la mondialisation économique, financière et médiatique, qui balaie les frontières et les cultures, se présente comme un terrible défi pour la démocratie et pour l'avenir de l'humanité. Elle est une réalité évidente qui submerge les échanges et les représentations. Pour certains, elle est une étape obligée pour parvenir au bien-être de l'humanité. Le pape Jean-Paul II a déclaré récemment dans son exhortation apostolique *Ecclesia in America* à l'intention des Églises du continent américain — ce message vaut pour tout le monde occidental : « Si la mondialisation est régie par les seules lois du marché appliquées selon l'intérêt des puissants, les conséquences ne peuvent être que négatives. Tels sont, par exemple, l'attribution d'une valeur absolue à l'économie, le chômage, la diminution et la détérioration de certains services publics, la destruction de l'environnement et de la nature, l'augmentation des différences entre les riches et les pauvres, la concurrence injuste qui place les nations pauvres dans une situation d'infériorité toujours plus marquée. Bien que l'Église estime les valeurs positives que comporte la mondialisation, elle en considère avec inquiétude les aspects négatifs »[7].

... qui appelle une maîtrise collective

31. La mondialisation n'a ni la fatalité ni l'omniprésence que certains lui attribuent : elle sera ce qu'en feront les groupes humains et leurs représentants. Au lieu de la diaboliser, mieux vaut tenter de l'humaniser, en renforçant la solidarité entre les peuples comme entre les groupes, en moralisant le marché, en reconnaissant toute personne humaine dans son inaliénable dignité. « Par sa doctrine sociale, l'Église offre une contribution valable à la problématique de l'économie actuelle mondialisée. Sa position morale en cette matière s'appuie sur les trois pierres angulaires fondamentales de la dignité humaine, de la solidarité et de la subsidiarité. L'économie mondialisée doit être analysée à la lumière des principes de la justice sociale, en respectant l'option préférentielle pour les pauvres, qui doivent être mis en mesure de se défendre dans une économie mondialisée, et les exigences du bien commun international.[8] »

Des défis à hauteur d'humanité

La mondialisation apparaît comme un immense défi à relever pour la dignité de chaque personne dans sa singularité, de chaque peuple dans sa particularité historique et culturelle, de l'humanité dans son unité et son universalité.

32. *Défi politique*. La société a besoin d'une orientation éthique et politique qui tende à subordonner l'économie à la politique. Celle-ci, en effet, doit retrouver tous ses droits, de sorte qu'à ce niveau l'humanité prenne aussi en main son destin et que chaque être humain se sente citoyen du monde. Rappelons ce qu'écrivait Jean XXIII dans *Pacem in terris* : « De nos jours, le bien commun universel pose

des problèmes de dimension mondiale. Ils ne peuvent être résolus que par une autorité publique dont le pouvoir, la constitution et le moyen d'action prennent aussi des dimensions mondiales, et qui puisse exercer son action sur toute l'étendue de la terre » (PT 137). Les accords multilatéraux qui se concluent entre États, entre les ensembles continentaux qui s'organisent — telle l'Union européenne —, les interventions laborieuses de l'ONU et des organismes qui s'y rattachent, marquent une première étape dans cette direction. Partout on relève la militance des organisations non gouvernementales qui éveillent à cette dimension mondiale, manifestent les débuts d'une société civile internationale et deviennent des interlocuteurs écoutés des États et des instances internationales, notamment dans le domaine du développement durable, de la paix, du respect des droits de l'homme, de la justice.

33. *Défi culturel.* Dans le domaine de la culture, la mondialisation peut propager les progrès de la science, de la santé, de l'éducation. Elle doit favoriser les échanges, les rencontres, élargir les possibilités de choix, prendre en compte les cultures particulières pour y greffer des innovations bénéfiques. On a parlé parfois avec des accents catastrophistes de choc des cultures et de conflits de civilisations. Par quelle aberration des peuples s'entredéchireraient-ils fatalement au nom de leur culture ? Toute culture n'est-elle pas le fruit et la semence d'un cheminement propre, qui se nourrit du dialogue avec d'autres cultures et de sa tension vers l'universalité ?

34. *Défi moral*. En ce lendemain du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, comment ne pas reprendre et approfondir la très belle expression qui figure à son début : « La dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine ». Par sa dimension universelle et par ses enracinements dans la diversité des cultures, par son long compagnonnage au cours de l'histoire, l'Église exerce un rôle et peut adresser un message exceptionnel pour que chaque homme, chaque femme et tous ensemble puissent devenir les acteurs de leur propre cheminement et les bâtisseurs d'un monde plus libre et plus humain.

Appel

35. L'Église ne sort point de sa mission quand elle prend la parole dans le champ politique : il y va de l'homme et de l'humanité. Comment pourrait-elle ne pas faire retentir sans cesse l'interrogation lancée dès les premières pages de la Bible : « Qu'as-tu fait de ton frère ? » (Gn 4, 9) ? Le domaine de la politique n'est-il pas, selon la célèbre phrase du pape Pie XI, « le champ de la plus vaste charité, la charité politique[9] ». Agissant pour le bien commun, au service de tous et sans ambition de pouvoir, les chrétiens se sentent à l'aise dans une société démocratique et laïque. Ils lui apportent leur contribution, sans accepter que leur

foi soit reléguée dans la « sphère du privé ». Cette foi a une dimension humaine et sociale. La démocratie, pour être vivante, fera droit à ses références religieuses et philosophiques dans le débat public.

36. Les chrétiens savent que le politique n'est pas le tout de la vie humaine puisque pour eux l'homme ne se réalise pleinement qu'en Dieu. Mais ils savent aussi qu'ils participent au dessein de Dieu sur l'humanité, en œuvrant pour l'unité de la famille humaine et pour la dignité de chacun de ses membres. Ils travaillent ainsi à l'instauration du Royaume de Dieu sur terre, même si ce Royaume n'atteindra jamais sa plénitude en ce monde.

37. L'Église n'a ni compétence technique propre ni pouvoir institutionnel à finalité politique, mais elle a vocation à stimuler les énergies spirituelles, à rappeler le rôle fondateur des valeurs de transcendance et de spiritualité pour la construction d'un monde plus digne de l'homme, fils de Dieu. Elle invite les chrétiens à chercher, dans leurs groupes et mouvements respectifs, à discerner, à agir avec les autres croyants et avec les hommes de bonne volonté. C'est pourquoi, à la suite du document des évêques de France sur *Pour une pratique chrétienne de la politique* de 1972 et de leur *Lettre aux Catholiques de France* de 1996[10], nous renouvelons l'appel à constituer des espaces de rencontre, de partage et de confrontation entre personnes diversement engagées dans la politique, afin de dégager une cohérence toujours plus grande entre l'engagement personnel et l'appel de l'Evangile[11].

Le 17 février 1999

Les évêques de la Commission sociale :

Olivier de Berranger, évêque de Saint-Denis, président de la Commission sociale,

Louis Dufaux, évêque de Grenoble, Comité épiscopal socio-caritatif,

Bellino Ghirard, évêque de Rodez, Comité épiscopal de la santé,

André Lacrampe, évêque d'Ajaccio, Comité épiscopal socio-économique et politique,

Jacques Noyer, évêque d'Amiens, Comité épiscopal tourisme et loisirs,

Michel Pollien, évêque auxiliaire de Paris, Comité épiscopal justice et société.

[1] Documents antérieurs : *Pour une pratique chrétienne de la politique*, de 1972, et *Politique : affaire de tous,* de 1991.

[2] *Lettre aux catholiques de France : Proposer la foi dons la société actuelle*, p. 26 et s.

[3] Commission sociale des évêques de France, *L'écart social n'est pas une fatalité*, nov. 1996.

[4] Lourdes, 1972 : *Pour une pratique chrétienne de la politique*, chap. IV.

[5] Jean-Paul II, *Evangelium vitae, Encyclique sur la valeur et l'inviolabilité de la vie humaine* (1995), n°18-21.

[6] Commission sociale des évêques de France, *Politique, affaire de tous,* 1991.

[7] Jean-Paul II, « Exhortation apostolique Ecclesia in America, 22 janvier 1999 », n°20, in *La Documentation catholique*, n°2197, 7 février 1999.

[8] Jean-Paul II, *Exhortation apostolique Ecclesia in America*. n° 55.

[9] À la Féd. univ. ital., le 18 décembre 1927, DC 1930, col. 358.

[10] *Proposer la foi dans la société actuelle*, novembre 1996. « Toute communauté chrétienne est un lieu de discernement de la rectitude chrétienne de la décision », p. 71.

[11] L'annexe de cette déclaration devrait aider à réaliser ce discernement.

Pour citer l'article : https://www.doctrine-sociale-catholique.fr//textes-des-conferences-episcopales-francophones/325-rehabiliter-la-politique